Saint-Point : finances de la commune

Commune · Saône-et-Loire (71) · 372 habitants · tranche 200 à 499 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Saint-Point affichait un encours de dette de 36 k€, soit 97 € par habitant, une épargne brute égale à 25,8 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 0,5 ans.

Dette par habitant
97 €
36 k€ au total

Capacité de désendettement
0,5 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
25,8 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
511 € / hab.
190 k€ au total

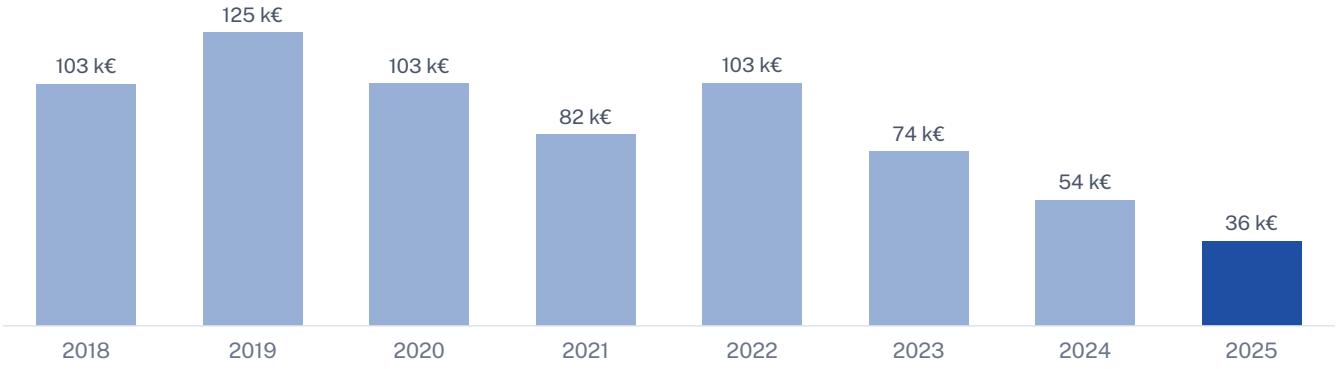
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 9 427 communes de 200 à 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	511 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	37,1 %	189 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	25,8 %	177 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	97 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	145 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	248 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 103 k€ en 2018 à 36 k€ en 2025 (-64,9 %). Valeur la plus haute : 125 k€ en 2019.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	103 k€	-1,9 %	—	18 k€
2019	125 k€	16,2 %	3,1 ans	137 k€
2020	103 k€	3,9 %	11,7 ans	42 k€
2021	82 k€	8,1 %	4,4 ans	68 k€
2022	103 k€	28,5 %	1,5 ans	89 k€
2023	74 k€	28,7 %	1 ans	12 k€
2024	54 k€	31,3 %	0,7 ans	247 k€
2025	36 k€	25,8 %	0,5 ans	54 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Saint-Point	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	97 €	182 €	−46,7 %
Impôts locaux par habitant	248 €	430 €	−42,4 %
Frais de personnel par habitant	189 €	218 €	−13,1 %
Investissement par habitant	145 €	138 €	+5,4 %
Taux d'épargne brute	25,8 %	16,7 %	
Capacité de désendettement	0,5 ans	2,8 ans	

Jumelles : Castin (32), Saint-Aubin-de-Branne (33), Maisons (14), Ramecourt (62), Chartrier-Ferrière (19), Domèvre-sur-Avière (88), Eswars (59), Roucourt (59), Saint-Benoît-sur-Seine (10), Aranc (01). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	338	372	+10,1 %	−1,2 %
Dette par habitant	370 €	97 €	−73,7 %	−30,4 %
Impôts locaux par habitant	244 €	248 €	+1,6 %	+25,9 %
Frais de personnel par habitant	264 €	189 €	−28,3 %	+20,4 %
Taux d'épargne brute	16,2 %	25,8 %	+9,5 points	−3,3 points
Capacité de désendettement	3,1 ans	0,5 ans	−2,6 ans	−0,6 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 424 €		1 563 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Saint-Point	Comparaison
Habitants (2023)	363	+9 % depuis 2012 (département : −0,9 %)
65 ans ou plus (2023)	25,6 %	département : 27,3 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0 pour 100 habitants	département : 3,4
Salariés du secteur privé (2025)	15	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	30	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

160 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 60 emplois, soit 37 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	6,4 %	2,8 %	1,3 %	8,3 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	3,2 %	7,5 %	6,6 %	0 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	19,9 %	11,6 %	20,1 %	16,7 %
Professions intermédiaires	30,1 %	24,7 %	26,4 %	8,3 %
Employés	16,7 %	27 %	26,1 %	25 %
Ouvriers	23,7 %	26,4 %	19,5 %	41,7 %

Professions les plus exercées par les habitants : Bourgogne-Franche-Comté

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	24 470	2,1 %
Infirmiers en soins généraux salariés	20 750	1,8 %
Agents de service des établissements de santé	18 070	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	17 970	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	16 500	1,4 %
Conducteurs de poids lourds	16 380	1,4 %
Secrétaires, employés de la bureautique	16 360	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	15 190	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	14 250	1,2 %
Assistants maternels agréés	13 370	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	13 270	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	12 930	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Saône-et-Loire (71)) : 17 194 au moins, dont 47,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Viticulteurs, arboriculteurs	2 837	40,5 %
Employés de libre service	659	8,2 %
Aides-soignants	612	79,9 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	579	76,2 %
Serveurs de cafés restaurants	537	63,9 %
Agents d'entretien de locaux	534	46,8 %

Métier	Projets	Difficiles
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	522	60 %
Télévendeurs et téléconseillers	419	0 %
Personnels de ménage chez des particuliers	380	33,2 %
Infirmiers et sages-femmes	374	53,7 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Saint-Point
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	147 k€ pour 10 projets
Par habitant	394 € (communes de même taille : 215 € ; département : 181 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	29,2 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DSIL	Rehabilitation et renovation energetique d'un logement communal	50 136 €
2023	DETR	Revitalisation centre bourg – création lien social avec installation terrain pétanque et mobilier urbain (priorité 2)	17 486 €
2023	DETR	Installation photovoltaïque sur hangar municipal pour autoconsommation collective partagée (priorité 1)	14 791 €
2024	DETR	Installation de panneaux photovoltaiques sur toiture pan nord hangar communal avec autoconsommation partagee sur les batiments communaux (hangar communal , ecole, salle communale et mairie).	7 325 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.